

Serge Petit

Le contentieux judiciaire de l'administration



Berger-Levrault

L'administration nouvelle

DR554

Serge Petit



Le contentieux
judiciaire
de
l'administration

6695 $\frac{1}{1}$

Berger-Levrault

Sommaire

	Pages
Introduction	13
 Évolution historique de la répartition des compétences et contrôle juridictionnel de l'administration 	
Chapitre 1. — La justice de l'ancien régime.....	23
1. Une lente consécration de la dette royale de justice	23
2. La connaissance des affaires administratives soustraites aux juridictions ordinaires et confiées à des juridictions extraordi- naires	24
<i>En matière domaniale et d'administration financière</i>	24
<i>En matière de comptabilité publique</i>	25
<i>En matière monétaire</i>	25
3. Justice déléguée et compétence des Parlements en matière administrative, économique et domaniale	25
4. Les Parlements gardiens des droits publics individuels fonda- mentaux	25
5. Justice retenue et contestation des intérêts administratifs. Une consécration ancienne (par le pouvoir royal) de la séparation des autorités administratives et judiciaires	26
<i>Les Parlements</i>	26
<i>Les Intendants de Justice, police et finances</i>	27
<i>Le Conseil d'État du Roi</i>	27
<i>Le Conseil des Dépêches</i>	27
<i>Le Conseil des Finances</i>	27
Chapitre 2 — La Révolution et la séparation des pouvoirs	29
Chapitre 3 — Les organes de jugement de l'action administra- tive — Naissance d'un ordre de juridiction séparé	35

L'ADMINISTRATION

Règles générales de compétence de la juridiction judiciaire en matière administrative

	Pages
Chapitre 1 — Litiges entre les personnes privées intéressant l'administration	41
1. Personnes privées de droit commun soumises à une réglementation administrative	41
2. Personnes privées de droit commun contrôlées par l'administration ayant souscrit un engagement auprès d'elle ou agréées par elle	42
Chapitre 2 — Personnes privées chargées de l'exécution d'un service public	47
1. Personnes privées chargées d'un service public	47
<i>Les principes</i>	47
<i>Le cas particulier des organismes et des ordres professionnels chargés d'un service public</i>	49
2. Personnes privées, chargées de l'exécution d'un travail public	53
Chapitre 3 — Les litiges concernant une situation de droit privé des services publics	57
1. Les services publics gérés par une personne publique et les contrats de droit privé	57
2. Litiges entre personnes privées, et personnes publiques concernant l'activité de la personne privée ou intervenant dans des rapports de droit privé	59
3. Litiges entre particuliers et personnes publiques concernant une activité de la personne publique étrangère à la mission de service public — Gestion du domaine privé	60
<i>Domaine Privé — Gestion — Acquisition — Aliénation</i>	60
<i>Contrats de location</i>	62
<i>Logements de fonction</i>	63
<i>Baux portant sur des biens ruraux</i>	64
<i>Contentieux de la responsabilité</i>	64
<i>Contentieux du recouvrement des droits</i>	65
<i>Partage des biens communaux</i>	66
<i>Gestion des forêts domaniales</i>	66
<i>Occupation illégale du domaine privé</i>	67
Chapitre 4 — Services publics à gestion privée — Services publics industriels et commerciaux et à caractère social	69
1. Le service public industriel ou commercial	69

	Pages
<i>La notion de service public industriel et commercial</i>	69
<i>Litiges concernant l'organisation et le fonctionnement du service public industriel ou commercial</i>	72
2. Les organismes à caractère social	78
<i>Les services publics sociaux</i>	78
<i>La protection des risques sociaux — Les organismes de sécurité sociale</i>	79
Chapitre 5 — Responsabilité personnelle des agents de l'administration	85
1. Apparition de la distinction entre faute personnelle et faute de service	85
2. Les différentes catégories de fautes personnelles	87
<i>Les fautes personnelles étrangères au service</i>	87
<i>Les fautes personnelles détachables du service</i>	87
<i>Cumul des responsabilités</i>	88
<i>Coexistence de la faute personnelle avec une infraction pénale intentionnelle ou non intentionnelle</i>	90
<i>Compétence judiciaire appliquée à certaines catégories de fautes pénales ou non, de service ou personnelles</i>	92
<h2 style="margin: 0;">Les règles spéciales de compétence de la juridiction judiciaire en matière administrative</h2>	
Chapitre 1 — La garantie judiciaire des droits publics individuels	99
1. La naissance du concept de garantie judiciaire des droits et son évolution	99
<i>Conception française de la protection des libertés par le juge</i> ...	99
<i>Les solutions adoptées par le Conseil constitutionnel à propos de la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France</i>	101
2. La voie de fait	107
<i>L'apparition de la notion de voie de fait administrative</i>	107
<i>Évolution de la notion de voie de fait</i>	109
<i>Les éléments constitutifs de la voie de fait</i>	110
<i>Conséquences de la voie de fait sur les pouvoirs du juge judiciaire</i>	127
Chapitre 2 — L'appréciation de la légalité et l'interprétation des actes administratifs	137
1. La question préjudicielle	137

	Pages
2. Compétence des juridictions civiles	139
<i>Interprétation des actes administratifs</i>	139
<i>Appréciation de la légalité des actes administratifs</i>	141
3. Compétence des juridictions répressives	144
<i>Les solutions dégagées par la jurisprudence</i>	144
<i>Généralités sur l'interprétation et l'application de la validité des actes administratifs par le juge pénal</i>	144
<i>Le désordre juridique résultant de la divergence d'opinion de la Cour de cassation sur la compétence du juge pénal</i>	145
<i>La solution donnée par le nouveau Code pénal</i>	147
4. Les modalités du contrôle juridictionnel des actes administratifs par le juge judiciaire	149
<i>Les juridictions judiciaires ne sont pas juges de la constitutionnalité</i>	149
<i>Les tribunaux judiciaires sanctionnent les atteintes à la liberté</i> ..	149
<i>Le contrôle de la validité des décisions administrative de suspension du permis de conduire se fondant sur le défaut de motivation et sur les conditions du recours à la procédure d'urgence</i>	150
<i>Les tribunaux statuant en matière contraventionnelle apprécient la légalité des arrêtés municipaux réglementant le stationnement</i>	152
<i>Le permis à points</i>	153
<i>Les limites de la compétence du juge pénal (permis de construire)</i> ..	157
Chapitre 3 — Contentieux du service public de la justice judiciaire	161
1. L'organisation du service public de la justice et la mise en œuvre des moyens du service judiciaire	162
<i>L'organisation générale des tribunaux</i>	162
<i>Le statut des magistrats et des auxiliaires de justice</i>	163
2. L'activité juridictionnelle des services judiciaires	169
<i>Les actes préparatoires et les actes préalables aux jugements</i> ...	169
<i>Les décisions des autorités judiciaires</i>	177
 Les attributions de compétence, définies par la loi, au profit des juridictions judiciaires 	
Chapitre 1 — Protection du droit de propriété — Attributions légales de compétence du juge judiciaire	205
1. L'emprise	205

	Pages
<i>Occupation régulière de la propriété privée immobilière par l'administration</i>	205
<i>L'emprise irrégulière et les pouvoirs conférés à l'autorité judiciaire</i>	209
2. L'expropriation, les modes d'acquisition par l'état de biens à titre gratuit et les servitudes d'utilité publique	212
<i>L'expropriation pour cause d'utilité publique</i>	212
<i>Les modes d'acquisition à titre gratuit de biens par l'État</i>	215
<i>Les servitudes administratives d'utilité publique</i>	217
3. Immeubles insalubres et menaçant ruine — Remembrement ...	221
<i>L'habitat insalubre</i>	222
<i>Les bâtiments menaçant ruine</i>	224
<i>L'aménagement foncier</i>	225
4. La propriété industrielle, littéraire et artistique	226
<i>La propriété littéraire et artistique</i>	226
5. Les réquisitions	232
<i>Les réquisitions militaires de biens et de services</i>	232
<i>Indemnisation des réquisitions et des dommages causés aux biens requis</i>	232
Chapitre 2 — Litiges concernant l'état des personnes, la capacité électorale et la protection des droits fondamentaux	237
1. L'état des personnes	237
<i>L'état civil</i>	237
<i>Le nom et le prénom</i>	239
<i>La nationalité</i>	244
<i>La capacité civile — La tutelle d'État et l'aide sociale à l'enfance</i>	246
<i>L'internement administratif des aliénés</i>	249
<i>La capacité électorale</i>	250
2. Protection des droits fondamentaux	255
<i>Le régime des visites domiciliaires et du droit de saisie en matière fiscale, douanière, de concurrence et de marchés publics</i>	255
<i>Le droit de visite des marchandises, des moyens de transport et des personnes des agents de douanes</i>	264
<i>La protection pénale contre les atteintes arbitraires à la liberté personnelle commises par une personne dépositaire de l'autorité publique</i>	268
<i>La réparation des visites domiciliaires irrégulières</i>	269
Chapitre 3 — Le service public de la justice	277
1. Mise en cause du fonctionnement du service public de la justice ..	277

	Pages
<i>Responsabilité des magistrats - Faute lourde - Déni de justice</i>	277
<i>Les pourvois en cassation pour excès de pouvoir, et dans l'intérêt de la loi</i>	284
<i>Détention provisoire, erreur judiciaire et responsabilité de l'État.</i>	288
<i>L'indemnisation des victimes d'infractions</i>	289
Chapitre 4 — Les régimes particuliers de responsabilité de personnes publiques	295
1. <i>Responsabilité des membres de l'enseignement à raison des dommages causés ou subis par des élèves</i>	295
<i>Régime de responsabilité de la loi du 5 avril 1937</i>	295
<i>Mise en œuvre de la responsabilité de l'État</i>	297
2. <i>Responsabilité des personnes morales de droit public à raison des dommages causés par un véhicule</i>	298
<i>La loi du 31 décembre 1957</i>	298
<i>L'action en responsabilité dirigée contre la personne publique</i>	299
3. <i>La réparation des dommages causés par l'utilisation de l'énergie nucléaire</i>	300
4. <i>La réparation des dommages résultant d'une recherche biomédicale</i>	302
5. <i>La responsabilité de l'État en cas d'émeutes</i>	303
6. <i>Fonctionnement du service des postes et télécommunications</i>	303
Chapitre 5 — Le contentieux fiscal et douanier	309
1. <i>Le contentieux fiscal</i>	309
<i>La contestation de l'impôt</i>	309
<i>Le contentieux du recouvrement de l'impôt</i>	311
<i>Les pouvoirs des juridictions judiciaires en matière fiscale</i>	313
2. <i>Le contentieux douanier</i>	314
Chapitre 6 — Le contentieux administratif de la Cour d'appel de Paris	319
1. <i>Un contentieux de droit public</i>	319
2. <i>Le contentieux de la propriété industrielle</i>	320
3. <i>Le contentieux de la concurrence</i>	320
4. <i>Le contentieux des autorités boursières</i>	325
<i>Le Conseil du marché à terme</i>	325
<i>Le Conseil des bourses de valeurs</i>	327
<i>La Commission des opérations de bourse (COB)</i>	327
5. <i>Le contentieux du fonds d'indemnisation des transfusés contaminés par le virus du Sida</i>	332
<i>Le contentieux de la responsabilité de droit commun</i>	332

	Pages
<i>La création du Fonds d'indemnisation</i>	334
<i>Les actions intentées devant la Cour d'appel de Paris</i>	335
Chapitre 7 — Le cas particulier des juridictions des pensions	339
1. <i>Historique</i>	339
2. <i>Des juridictions d'exception</i>	339
Conclusion	345
Index	347

Le contentieux judiciaire de l'administration

Contrairement à une idée commune, un recours contre l'administrateur ne relève pas systématiquement de la juridiction administrative. Les tribunaux judiciaires sont amenés, eux aussi, à rendre de nombreuses décisions dans les conflits qui opposent le citoyen à l'administration. Il n'est donc pas toujours facile pour le justiciable, voire parfois pour le juge comme en témoigne la jurisprudence du Tribunal des conflits, de déterminer à coup sûr l'ordre de juridiction compétent pour une action.

L'objet de ce livre est de contribuer à déterminer, de manière concrète et précise, l'étendue et le contenu du contentieux judiciaire de l'action administrative. L'auteur en rappelle les sources soit jurisprudentielles (droits fondamentaux des individus, droit de propriété), soit législatives (contentieux fiscal, état des personnes, régime particulier de responsabilité publique...) et les principales caractéristiques.

Un ouvrage de référence, fiable et complet, destiné à tous ceux qui, de par leurs fonctions, sont amenés à connaître du contentieux de l'administration.

D'abord attaché principal d'administration, universitaire, puis secrétaire général de l'Institut régional d'administration de Lille, Serge Petit a rejoint le corps de la magistrature pour exercer les fonctions de juge d'instance à Douai jusqu'en 1989. Depuis 1990, il est juge à la 1^{re} Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, où il est également chargé de la Questure.

